

----- Message transféré -----

Sujet : Re: demande de compléments 2022-KKP-4127-AldiMarche - Romans-sur-Isère (26)

Date : Wed, 21 Dec 2022 18:09:16 +0100

De : > (par Internet) <@gmail.com>

Répondre à : @gmail.com>

Pour : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE <@developpement-durable.gouv.fr>
<secretariat@rc-architecture.fr>, Autorite-environnementale - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE <ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr>, @3ci-investissements.fr,@recarchitecture.com, @3ci-investissements.fr,

Copie à : @recarchitecture.com, @recarchitecture.com, - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE <@developpement-durable.gouv.fr>, - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE @developpement-durable.gouv.fr>, (Chef de pôle délégué) - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE <@developpement-durable.gouv.fr>

Bonsoir à tous

Comme vous l'avez signalé, il n'y a pas de gestion de terres polluées à prévoir. C'est souvent à l'abandon du site, démontage des installations qu'une pollution accidentelle peut se produire. Aussi le plan de gestion proposé précise que les cuves, capacités, toujours en place et le produits propres à l'entretien des machines seront supprimés, et dans le cadre du mémoire de réhabilitation à venir feront l'objet d'un traçage strict (BSD, etc).

Le maître d'ouvrage s'engage à suivre ces préconisations par la mission ATTES (Attestation délivrée par le bureau d'études certifié ou équivalent garantissant la prise en compte des mesures de gestion de l'éventuelle pollution dans la conception du projet de construction ou d'aménagement. Selon l'article R. 431-16 du code de l'environnement, dans le cas prévu par l'article L. 556-1).

Tout au long de l'opération de cessation d'activité et des travaux demandés, il y aura un suivi par un bureau d'études spécialisé qui délivrera les mission ATTES nécessaires, tel que défini à compter du 1er juin 2022, Loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 dite « loi ASAP » : articles 57 & suivants. Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 dit « décret ASAP ». Arrêté Ministériel du 9 février 2022 fixant [...] les modèles d'attestation [...]. Réglementairement ce sont les mêmes articles du code de l'environnement qui s'appliquent (suivant version avant ou après 01/06/2022) complétés de quelques nouveaux articles R.512-39 / R.512-46-24-bis; R.512-39-3-bis / R.512-46-27-bis, R.512-66-3, R.512-75-1.

Espérant avoir répondu à votre attente et à votre disposition pour toute précision.

Très cordialement